

LIVRE BLANC

RACONTE TON INFAUX



GÉNÉRATION CONNECTÉE,
GÉNÉRATION MANIPULÉE ?



SOMMAIRE

PARTIE I : PLONGÉE DANS L'ÈRE DE LA DÉSINFORMATION

Citoyenneté et désinformation	6
Qui sont les voix derrière les chiffres	7
10 faits marquants de l'enquête	8
10 conseils pour te protéger des fake news	10

PARTIE II : NAVIGUER DANS L'INCERTITUDE DE L'INFORMATION : ENTRE ILLUSION ET RÉALITÉ

Sénégal : entre transformation numérique et dualité technologique	12
Réseaux sociaux et apprentissage	14
Quand les réseaux sociaux dictent l'information	16
L'instantanéité de l'information : à quel prix pour la fiabilité	18

PARTIE III : FAKE NEWS : UNE MENACE CROISSANTE QUI EXPLOITE LES PÉRIODES DE VULNÉRABILITÉ

L'éducation, levier clé pour mieux comprendre et combattre la désinformation	22
L'exposition croissante des jeunes urbains	24
Des phénomènes sous-jacents	26
Périodes et acteurs de la désinformation	28

PARTIE IV : DOMMAGES COLLATÉRAUX D'UN MONDE HYPER CONNECTÉ

Des conséquences graves sur la société et la démocratie	32
La désinformation, ennemie silencieuse de la démocratie électorale	33
Fake News : l'inertie	34
Des acteurs au rôle incontestable mais aux effets limités	36

PARTIE V - RIPOSTE À LA DÉSINFORMATION

Recommandations	42
Liste des consultations	46

● AVANT PROPOS



OUSSEYNOU GUEYE

Directeur Exécutif Polaris Asso

Ce rapport est né du terrain. Il s'appuie sur des focus groups, des entretiens et des enquêtes menés dans cinq communes pilotes auprès de jeunes qui, contrairement aux idées reçues, ne sont ni passifs ni désintéressés. Ils veulent participer.

Mais les dispositifs existants ne leur parlent pas toujours et c'est ce décalage que la recherche s'est attachée à documenter rigoureusement.

Pour Polaris Asso, produire de la connaissance ancrée dans les réalités africaines est un acte politique. Nous croyons que des données solides, récoltées au plus près des communautés, ont le pouvoir d'influencer les politiques publiques, d'alimenter le plaidoyer et d'ouvrir des espaces nouveaux pour la voix des jeunes. Ce rapport s'inscrit dans cette ambition.

Il ne s'adresse pas uniquement aux chercheurs. Il s'adresse aux élus locaux, aux décideurs, aux acteurs de la société civile et à tous ceux qui pensent, comme nous, qu'une démocratie qui ignore sa jeunesse se prive de sa propre force.

Nous remercions chaleureusement l'équipe de recherche du LASPAD, les jeunes femmes et hommes qui ont accepté de partager leurs expériences, ainsi que les communes partenaires de cette étude.

Bonne lecture !

● LA DÉSINFORMATION AU SÉNÉGAL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Avec la montée en puissance d'Internet et des réseaux sociaux, l'espace public s'est largement élargi, mais aussi complexifié. Au Sénégal, environ 46 % de la population a désormais accès à internet, un chiffre supérieur à la moyenne ouest-africaine (42 %). Cette progression offre un potentiel énorme : elle accélère le partage d'information et donne aux citoyens une vraie tribune pour s'exprimer et participer aux débats publics.

Mais cette ouverture a aussi son revers. L'absence de régulation efficace et la viralité des contenus en ligne ont permis à un phénomène inquiétant de se développer : la désinformation. Ces "fake news", souvent sensationnelles, se répandent à une vitesse folle, détournant l'attention des véritables enjeux de société et manipulant les opinions. Au lieu d'alimenter des discussions éclairées et constructives, elles transforment les échanges en chaos et en confusion.

Les Sénégalais sont bien conscients de cette dualité des réseaux sociaux. D'un côté, ces plateformes démocratisent l'accès à l'information et renforcent l'engagement citoyen ; de l'autre, elles deviennent des terrains fertiles pour la désinformation et les discours haineux, amplifiant les divisions et les tensions. Ce paradoxe alimente un débat important : il est essentiel de limiter la propagation des fausses informations tout en respectant la liberté d'accès à internet, un droit auquel beaucoup restent profondément attachés.

Internet est donc un paradoxe à part entière : tout en boostant la démocratie participative et l'activisme politique, il peut aussi devenir un outil de manipulation, sapant les fondements même des démocraties.

Le défi ? Préserver ses bienfaits tout en en minimisant les dérives. Comme le résume si bien le proverbe wolof : "Internet li muy yàq dafa bari, waaye am na njarign" – Internet peut faire des dégâts, mais il a aussi des vertus indéniables.

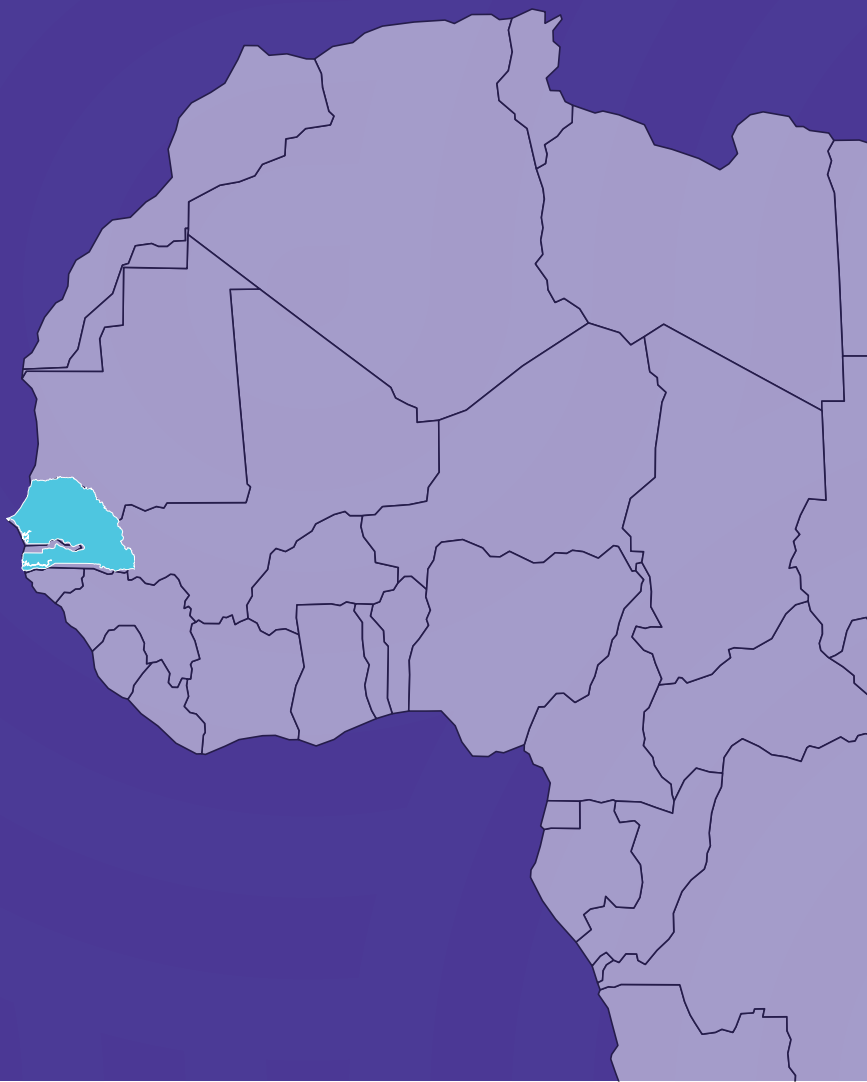
“Internet est une opportunité, mais il est nécessaire de rester vigilant sur les informations que l'on y trouve.

JOE MARONE - Journaliste et formateur.

● PARTIE I

Plongée dans l'ère de la désinformation

Sénégal



● CITOYENNETÉ ET DÉSINFORMATION

Ce livre blanc explore la problématique de la désinformation au Sénégal : comment elle se manifeste, ses impacts sur la société, et surtout, comment y remédier. Son objectif est de sensibiliser les citoyens – particulièrement les jeunes – à reconnaître, vérifier et combattre les fausses informations, notamment sur les réseaux sociaux. Le document propose aussi des pistes d'action pour que les décideurs politiques puissent mieux répondre à ce fléau. En filigrane, il encourage chaque utilisateur du numérique à prendre ses responsabilités face à la désinformation et à adopter une utilisation plus éclairée des médias digitaux.

Pour atteindre ces ambitions, une enquête a été conduite en combinant deux approches : un questionnaire et des entretiens. Le questionnaire, distribué à 1 056 personnes représentatives de la population sénégalaise, a permis d'examiner leurs habitudes numériques, leur manière de consommer l'information, les sources auxquelles elles font confiance, et leur perception du phénomène de désinformation. Les données sur l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et la région de résidence ont contribué à identifier les groupes les plus vulnérables.

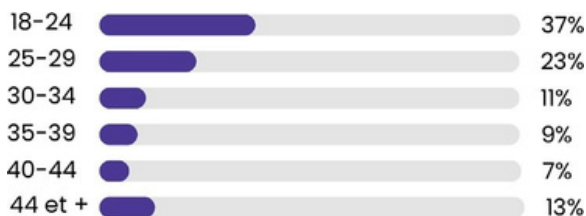
En parallèle, une trentaine d'experts originaires du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Bénin ont été interviewés. Ces discussions ont apporté des perspectives variées sur l'ampleur de la désinformation, les canaux privilégiés de sa diffusion (comme les réseaux sociaux) et les actions entreprises pour y remédier. Elles ont également permis de recueillir des idées concrètes pour renforcer la sensibilisation et améliorer les mesures de prévention.

Ce travail vise à mettre en lumière à la fois les lacunes actuelles et les meilleures pratiques pour lutter contre la désinformation. Malgré l'attention portée à l'exactitude des résultats, des erreurs peuvent subsister. Si vous en détectez, merci de nous les signaler : vos retours sont précieux pour enrichir cette réflexion.

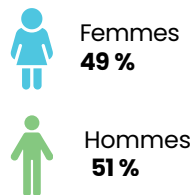
Les coordonnées des auteurs figurent à la fin du document.

QUI SONT LES VOIX DERRIÈRE LES CHIFFRES ?

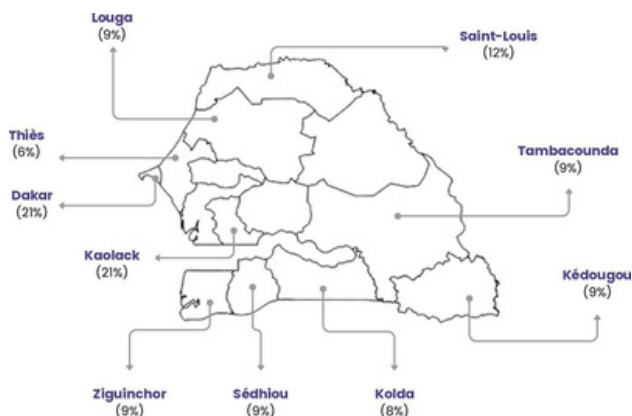
Age



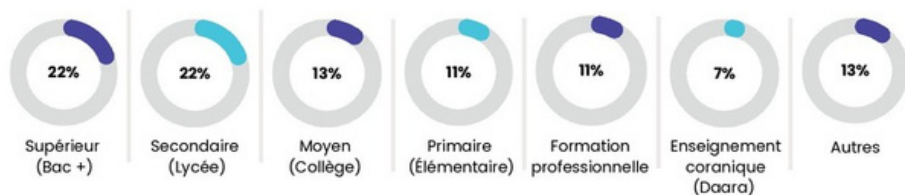
Sexe



Région de résidence



Niveau d'instruction



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

10 FAITS MARQUANTS DE L'ENQUÊTE



1 **Un usage massif d'internet :**

87 % des répondants utilisent internet, et la moitié d'entre eux y passent plus de 4 heures par jour, principalement sur les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook, et Instagram.

2 **Le smartphone domine, mais le téléphone classique persiste :**

Le smartphone est l'outil principal pour accéder à internet, mais 3 répondants sur 10 utilisent encore un téléphone portable à touches.

3 **Les réseaux sociaux, première source d'information :**

76 % des répondants privilégient les réseaux sociaux pour s'informer, bien que la télévision reste une référence pour 55 % là où la presse écrite ne représente que 10 %.

4 **La fiabilité des réseaux sociaux remise en question :**

Bien qu'ils soient largement utilisés pour s'informer, 40 % des répondants doutent de la fiabilité des informations issues des réseaux sociaux.

5 **Un décalage entre perception et réalité :**

Si 62 % des répondants disent avoir déjà reçu des fake news, seuls 40 % d'entre eux se considèrent comme étant exposés à la désinformation.

6**Campagnes électorales et désinformation :**

84 % des répondants estiment que la désinformation est plus fréquente lors des campagnes électorales, dont les protagonistes sont souvent les autorités politiques (63 %) et les influenceurs (56 %).

7**Les réseaux sociaux, foyer de la désinformation**

84 % des répondants considèrent les réseaux sociaux comme étant la principale source de désinformation, tandis que les médias traditionnels, comme la télévision, la radio et la presse écrite, inspirent davantage confiance.

8**La vérification d'informations, une pratique encore peu répandue :**

50 % des répondants vérifient les informations qu'ils reçoivent, une pratique plus notée chez les jeunes âgés de 25 à 29 ans et chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé.

4**Une méconnaissance des outils de lutte contre la désinformation :**

86 % des répondants ignorent l'existence de sites de vérification des faits et 96 % ne connaissent pas les structures qui combattent la désinformation dans leur pays.

5**Formation et sensibilisation, solutions privilégiées :**

32 % des répondants recommandent la formation et la sensibilisation comme moyens efficaces de lutte contre la désinformation, alors que 22 % préfèrent des mesures répressives.

10 CONSEILS POUR SE PROTÉGER DES FAKE NEWS



- 1 Vérifie la source :**
Assure-toi que l'information vient d'un média ou d'une institution reconnue et fiable. Méfie-toi des sites ou comptes anonymes.
- 2 Recoupe l'information**
Compare avec plusieurs sources crédibles. Une info relayée par plusieurs médias sérieux est plus fiable.
- 3 Analyse le contenu**
Fais attention aux titres sensationnalistes et vérifie les détails (dates, chiffres, noms). Les incohérences peuvent trahir une fake news.
- 4 Méfie-toi des images et vidéos**
Les images peuvent être sorties de leur contexte ou manipulées. Utilise des outils comme Google Images pour vérifier leur origine.
- 5 Évalue tes émotions**
Si une info te choque ou te met en colère, prends du recul. Les fake news jouent souvent sur les émotions pour manipuler.
- 6 Vérifie les citations**
Confirme qu'une déclaration attribuée à une personne ou institution a bien été faite en cherchant la source originale.
- 7 Identifie le but de l'information**
Demande-toi pourquoi l'info a été diffusée. Est-ce pour informer ou pour manipuler, choquer ou promouvoir une idéologie ?
- 8 Méfie-toi des appels à l'urgence**
Les fake news insistent souvent sur l'urgence (« Partage vite ! »). Ne relaie pas avant de vérifier.
- 9 Examine les preuves**
Une info fiable s'appuie sur des faits concrets ou des études vérifiables. Attention aux généralités ou affirmations vagues.
- 10 Vérifie les liens et les dates**
Les liens pointent-ils vers des sources crédibles ? L'information est-elle récente ? Une vieille info hors contexte peut induire en erreur.

● PARTIE II

**Naviguer dans l'incertitude
de l'information : entre
illusion et réalité**



● SÉNÉGAL : ENTRE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET DUALITÉ TECHNOLOGIQUE

Le Sénégal traverse une transformation numérique majeure, où la connectivité devient une réalité du quotidien pour une grande partie de la population. Comme le dit si bien l'expression wolof : *"sénégalais yi li nuy connecter wu dafa bari"* – l'attrait pour le numérique est indéniable.

Aujourd'hui, 87 % des personnes sondées affirment utiliser Internet de façon régulière, avec une moyenne de 4,4 heures par jour. Cette tendance est encore plus marquée chez les 18-24 ans, qui sont connectés à 98 %, confirmant leur position de génération ultra-connectée. Cette hyper-connectivité repose principalement sur les smartphones utilisés par 64 % des répondants comme principal accès au web.

Toutefois, cette révolution numérique est marquée par de fortes disparités. Le temps moyen passé en ligne au Sénégal demeure inférieur à la moyenne africaine de 5h29 par jour selon le Global Digital Report 2023. Les plus de 60 ans sont nettement moins connectés, avec seulement 23 % d'utilisateurs d'internet. Par ailleurs, l'écart se creuse selon le niveau d'éducation : 97 % des diplômés du supérieur et des lycéens accèdent à internet, contre seulement 48 % des personnes sans formation scolaire formelle.

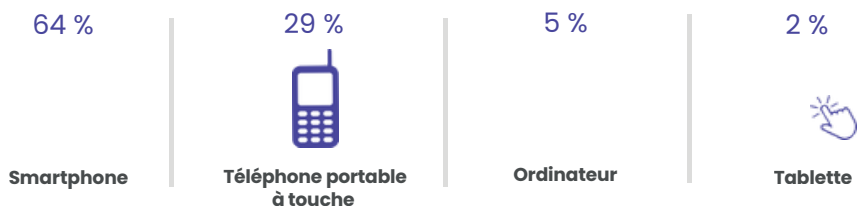
Ces inégalités se reflètent également dans l'accès aux outils technologiques, où 28 % des utilisateurs se contentent encore de téléphones basiques, tandis que les ordinateurs (4,57 %) et les tablettes (2,39 %) restent très rares.

Enfin, plusieurs freins ralentissent l'inclusion numérique : le déficit de compétences techniques, le coût relativement élevé des données mobiles par rapport au pouvoir d'achat, et l'accès limité aux équipements adaptés sont autant d'obstacles persistants.

Cette situation complique l'accès équitable aux opportunités qu'offre le numérique, notamment dans l'éducation, l'emploi et la création de contenu local. Pour que le potentiel de la transformation digitale profite à tous, il reste crucial d'agir sur ces freins et de réduire les inégalités d'accès.

Avec quel équipement vous connectez-vous le plus à internet ?

Ian ngeen di gën connecter ?

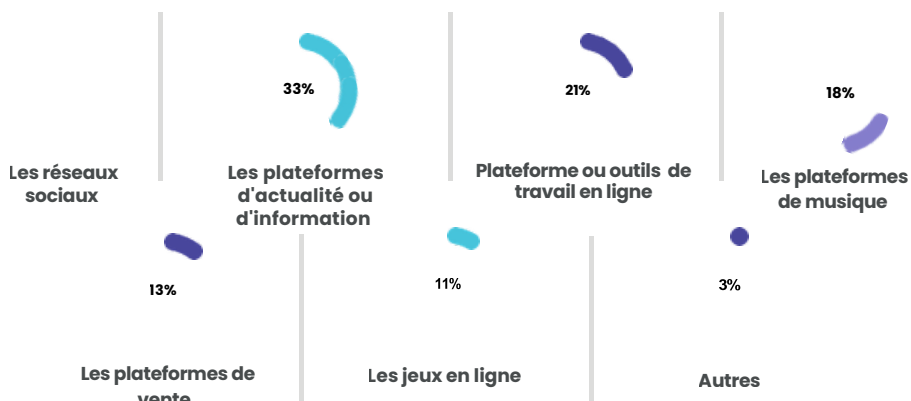


Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Qu'est-ce que vous utilisez le plus sur internet ?

Ian ngeen di gën jéfandikoo ci biir internet bi ?

Question à choix multiples



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Combien de temps passez-vous par jour en moyenne sur internet ?

1-2 heures par jour	20 %
2-4 heures par jour	30 %
4-6 heures par jour	26 %
6-8 heures par jour	14 %
Plus de 8 heures par jour	11 %

● RÉSEAUX SOCIAUX : COMMUNICATION ET DÉFIS INFORMATIONNELS

Au Sénégal, les réseaux sociaux occupent une place importante dans la vie quotidienne, allant bien au-delà du simple partage d'informations. Ils sont devenus des espaces où se mêlent communication, divertissement, recherche d'informations et, pour quelques-uns, apprentissage et travail.

L'enquête révèle que 81 % des utilisateurs utilisent ces plateformes pour rester en contact avec leurs proches, ce qui montre que la communication sociale reste leur principale fonction. Le divertissement (57 %) et la recherche d'informations (52 %) suivent de près, grâce à une offre de contenus variés et accessibles.

WhatsApp est le réseau social qui arrive en tête avec 83,9 %, tandis que Twitter (14,87 %) et LinkedIn (11,55 %) restent des plateformes de niche, et réservée à un plus petit nombre d'utilisateurs aguerris.

Malgré leur omniprésence, les réseaux sociaux restent donc sous-exploités pour l'apprentissage et le travail. Moins de 40% des personnes interrogées les utilisent à ces fins, et l'adoption de LinkedIn, considéré comme le principal "réseau social professionnel", est limité à seulement 11% des internautes.

Enfin, bien que recherche d'information sur les réseaux sociaux, est une des raisons évoquées par la moitié des répondants, la qualité de ces informations est variable. Les contenus sont souvent concis et accrocheurs privilégiant l'émotion à une analyse approfondie. De plus, les algorithmes personnalisent l'expérience utilisateur, créant des bulles de filtres qui peuvent limiter l'exposition à une diversité de contenus et de points de vue.

À quelle fin utilisez-vous le plus les réseaux sociaux ?

Question à choix multiple

81%

Communication Divertissement Recherche d'informations Apprentissage Travail

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Quels sont les réseaux sociaux que vous utilisez ?

Yan réseaux sociaux ngeen di gën jëfandikoo ?

Question à choix multiple



WhatsApp

84 %



Facebook

62 %



Instagram

41 %



Snapchat

39 %



Télégram

19 %



X (anciennement Twitter)

15 %



LinkedIn

12 %

● QUAND LES RÉSEAUX SOCIAUX DICTENT L'INFO

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont devenus la principale porte d'accès à l'information pour 76 % des répondants. WhatsApp, Facebook et Instagram dominent largement, attirant les utilisateurs grâce à la rapidité de l'accès aux nouvelles et au flux incessant de notifications qui maintiennent un lien constant avec l'actualité.

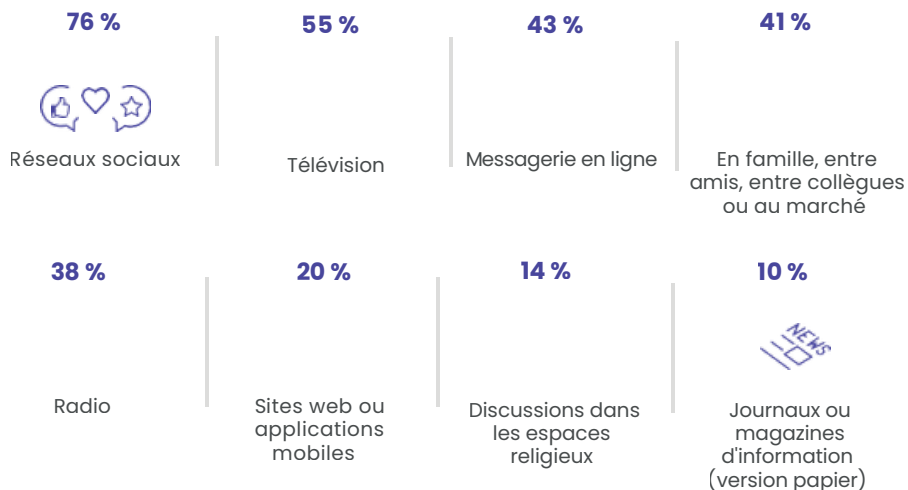
La télévision reste pourtant un pilier, surtout dans les zones où la connexion Internet fait défaut. Pour 55 % des sondés, elle demeure une source fiable d'information, et son rôle reste central. De même, les échanges avec des proches et la radio offrent une approche plus humaine et participative, enrichissant les conversations et la circulation des idées.

En parallèle, la presse écrite recule face à la poussée des médias numériques. Pour faire face, de nombreux journaux, comme Le Quotidien, ont développé des versions en ligne. Malgré ces efforts, seuls 20 % des internautes s'y rendent. Leur faible popularité s'explique par le caractère plus passif des réseaux sociaux et des messageries instantanées, bien plus séduisants par leur immédiateté et leur interactivité.

En somme, au Sénégal, les réseaux sociaux s'imposent comme le premier choix pour s'informer, mais les médias traditionnels, notamment la télévision et la radio, conservent une influence durable, surtout auprès de ceux en quête de fiabilité. Ce paysage multimédia montre que chaque canal répond à des besoins spécifiques et continue d'avoir sa place dans un écosystème d'information en constante évolution.

D'où tirez-vous principalement vos actualités et informations ?

Question à choix multiple



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● L'INSTANTANÉITÉ DE L'INFORMATION : À QUEL PRIX POUR LA FIABILITÉ ?

Même si les réseaux sociaux sont devenus incontournables pour s'informer, ils peinent encore à inspirer la confiance. L'enquête montre que, malgré leur popularité écrasante, 40 % des personnes interrogées se disent sceptiques face à la fiabilité des informations qu'on y trouve.

À l'inverse, la télévision et la radio conservent une image de médias plus crédibles, tandis que les applications de messagerie et les sites web se situent dans une zone intermédiaire en termes de confiance. Fait intéressant, les discussions en tête-à-tête et les échanges dans des cercles religieux restent des canaux prisés par une partie de la population pour leur dimension humaine et la valeur accordée à la parole. Quant à la presse papier, elle suscite un niveau de méfiance encore plus élevé, soulignant le glissement vers des formats numériques jugés plus interactifs et faciles d'accès.

Ce déficit de confiance illustre un problème plus large : l'incapacité des citoyens à recevoir une information qu'ils estiment suffisamment fiable pour développer un esprit critique sur les questions économiques, sociales et politiques. Plutôt que d'alimenter des débats ou d'affirmer des opinions, ils passent trop de temps à douter de la véracité de ce qu'ils consomment, freinant ainsi la construction d'un discours citoyen engagé.



I Fausses nouvelles et rumeurs. Ceci provient du fait que les jeunes passent beaucoup de temps sur les réseaux sociaux .

IREL FLORA



IDans les réseaux sociaux, il faut faire une nuance. Il y a les médias sociaux qui sont des sources d'information pour les journalistes. .

ABDOULAYE DIALLO

Quel niveau de confiance accordez-vous aux différents canaux d'information ?

Question à choix multiple

	1/5	2/5	3/5	4/5	5/5			
Réseaux sociaux			19		38	20	4	
Télévision	7	10		26		38	19	
Sites web ou applications mobiles		28		20		31	12	10
Messagerie en ligne			18		34		21	9
Radio		8		22		40	17	
Journaux ou magazine d'information			16		26		17	14
En famille, entre amis		11		32		30		16
Discussion dans les espaces religieux		6		20		28		26
	0	20	40	60	80	100		

Indice de confiance (1 à 5) :

- 1/5 : Très faible confiance – Les informations sont perçues comme peu fiables.
- 2/5 : Faible confiance – Une certaine méfiance persiste.
- 3/5 : Confiance modérée – Les sources sont jugées acceptables mais perfectibles.
- 4/5 : Bonne confiance – Les informations sont majoritairement perçues comme fiables.
- 5/5 : Très bonne confiance – Les sources sont considérées comme crédibles et dignes de foi.

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024



La désinformation peut provoquer une défiance accrue envers les autorités, nuisant à la démocratie et encourageant des comportements de justice individuelle.

COUMBA SYLLA – AFRICA CHECK



Ce qui change aujourd'hui c'est l'évolution de la technologie, le développement d'internet et des réseaux sociaux. Cela explose : on peut utiliser toutes les plateformes sans grande restriction (Facebook, WhatsApp, Twitter) . .

SAMBA DIALIMPA BADJI

● PARTIE III

Fake News : Une menace croissante qui exploite les périodes de vulnérabilité



● L'ÉDUCATION, LEVIER CLÉ POUR MIEUX COMPRENDRE ET COMBATTRE LA DÉSINFORMATION

Avant de continuer, clarifions ce qu'est la désinformation. Il s'agit de diffuser délibérément des informations fausses dans le but de manipuler l'opinion publique. Cette pratique peut avoir des objectifs politiques, religieux ou financiers et génère en général un fort impact émotionnel qui facilite sa propagation.

Elle peut se confondre avec d'autres thèmes...

- **Malinformation** : Il s'agit de diffuser des informations vraies, mais de manière nuisible ou malveillante. Bien que les faits soient corrects, leur utilisation vise à nuire à une personne, une organisation ou un groupe.
- **Mésinformation** : Cela désigne la diffusion d'informations incorrectes sans intention malveillante. La personne qui partage ces informations croit qu'elles sont vraies, alors qu'en réalité qu'elles soient erronées.

Alors, comment identifier la désinformation ?

Trois éléments sont nécessaires :

- **Intention** : L'auteur sait que l'information est fausse et choisit de la diffuser pour un but précis.
- **Faux** : L'information diffusée est factuellement incorrecte, inventée ou déformée.
- **Malveillance** : L'objectif est de causer un préjudice, de manipuler ou de tromper l'opinion publique.

D'après l'enquête, 65,07 % des répondants déclarent savoir ce qu'est la désinformation. Mais en réalité, 38,35 % ne sont pas capables de la définir précisément. L'éducation joue un rôle clé : 70,64 % des personnes sans diplôme ne répondent pas correctement, contre plus de 50 % de bonnes réponses parmi celles ayant un niveau d'études secondaires ou supérieur.

Ces chiffres montrent bien l'urgence de renforcer les compétences en littératie numérique pour mieux détecter les fausses informations, surtout auprès des populations les plus vulnérables à la manipulation.

Savez-vous ce que sont que la désinformation ou les fake news ?

OUI

NON



Acte volontaire de produire ou relayer une information publique fausse dans le but d'influencer l'opinion, la perception du public.

MOUSSA NGOM - Fondateur de la Maison des Reporters



Donner une fausse information de façon intentionnelle. Information diffusée dans une intention personnelle.

MARGUERITE ROSALIE ANNA ELISABETH NDIAYE Présidente de l'association des femmes de média du Sénégal

Qu'est-ce que la désinformation ?

Diffusion volontaire d'une fausse information	51 %
Ne sait pas	38 %
Diffusion involontaire d'une information vérifiée	5 %
Diffusion d'une information de source inconnue	5 %
Diffusion volontaire d'une information vérifiée	1 %

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● L'EXPOSITION CROISSANTE DES JEUNES URBAINS

La désinformation touche une grande partie de la population. D'après l'enquête, 62,31 % des répondants (658 personnes) affirment avoir déjà reçu une fake news, contre 37,69 % (398 personnes) qui soutiennent n'en avoir jamais reçu.

L'exposition aux fausses informations ne varie pas de manière notable entre hommes et femmes, mais le niveau d'instruction fait clairement la différence.

Les personnes ayant suivi des études supérieures ou une formation professionnelle sont les plus susceptibles de déclarer avoir été confrontées à des fake news, avec des taux dépassant 77 %. À l'inverse, ceux sans instruction ou ayant suivi un enseignement coranique pensent être moins exposés, avec environ 43 %.

L'âge joue également un rôle : les jeunes adultes de 18 à 24 ans sont les plus touchés (75,19 %), tandis que les plus de 40 ans, notamment dans la tranche 40-44 ans, enregistrent un taux d'exposition plus bas (45,07 %).

D'un point de vue géographique, Dakar se distingue avec un taux d'exposition de 77,13 %, bien supérieur à des régions comme Kaolack ou Diourbel. Ce contraste peut s'expliquer par un accès à Internet plus développé dans la capitale, facilitant la circulation des contenus numériques.

La désinformation prend des formes variées : elle peut cibler les célébrités, la religion, l'économie ou des événements publics. Elle exploite souvent des thèmes sensibles ou des figures influentes pour manipuler les perceptions, provoquer des réactions émotionnelles, ou simplement arnaquer.

Exposition à la désinformation

Avez-vous déjà reçu une fake news?

Dakar	77 %	Supérieur (Bac +)	78 %
Kaolack	53 %	Formation professionnelle	77 %
Kédougou	64 %	Secondaire (Lycée)	66 %
Kolda	67 %	Moyen (Collège)	63 %
Louga	54 %	Autres	53 %
Saint-Louis	56 %	Primaire (Élémentaire)	43 %
Sedhiou	79 %	Aucun diplôme	43 %
Tambacounda	20 %	Enseignement coranique (Daara)	42 %
Thiès	89 %		
Ziguinchor	57 %		

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

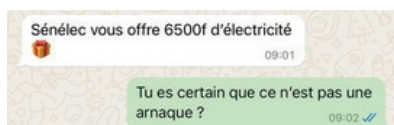
Exemples de fake news citées par les répondants



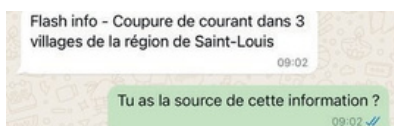
Une rumeur sur l'arrêt de la carrière musicale de Waly, une célébrité populaire au Sénégal.



Ces types de messages peuvent être utilisés pour du phishing, c'est-à-dire pour voler des informations personnelles ou infecter des appareils avec des logiciels malveillants.



Une rumeur sur une offre de la Sénélec.



Une rumeur d'interruption d'électricité qui ne s'est pas réalisée.

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● DES PHÉNOMÈNES SOUS-JACENTS

L'exposition à la désinformation dépend de nombreux facteurs comme l'âge, le niveau d'instruction ou la localisation, mais ce qui ressort de manière frappante, c'est le décalage entre la perception et la réalité. Beaucoup de personnes se pensent peu exposées alors qu'elles reçoivent bien plus de fake news qu'elles ne l'imaginent.

Par exemple, si 42 % des répondants estiment être confrontés à la désinformation, 62 % reconnaissent avoir déjà reçu une fake news. Cette différence est particulièrement marquée chez les jeunes de 18 à 24 ans, qui apparaissent comme les plus vulnérables, mais aussi les moins conscients de l'ampleur du phénomène. En vieillissant, cet écart se réduit : les 45-49 ans et les 60 ans et plus perçoivent de façon plus juste leur exposition.

Cependant, les 55-59 ans se distinguent par une surestimation de leur vulnérabilité. Ce biais pourrait s'expliquer par une vigilance exacerbée ou une vision amplifiée des risques, couplée à une compréhension incomplète des mécanismes de désinformation.

Sur le plan éducatif, même les personnes avec un niveau d'instruction élevé tendent à sous-estimer leur exposition. Parmi ceux ayant une formation professionnelle (27,03 %), un enseignement secondaire (24,46 %) ou un diplôme supérieur (22,36 %), la prise de conscience reste imparfaite. Cela montre qu'une bonne éducation ne suffit pas toujours pour détecter les fake news.

Les écarts les plus importants se retrouvent chez les personnes sans formation formelle ou ayant suivi des parcours éducatifs alternatifs (40,63 %). Ce groupe est particulièrement vulnérable et peine à mesurer à quel point il est exposé, révélant un besoin urgent de renforcer l'éducation aux médias pour tous les publics.



Le phénomène de désinformation entraîne une polarisation de la société. .

MARC ABOFLAN (RSF)

Total

■ RÉCEPTION D'UNE FAKE NEWS ■ EXPOSITION AU FAKE NEWS

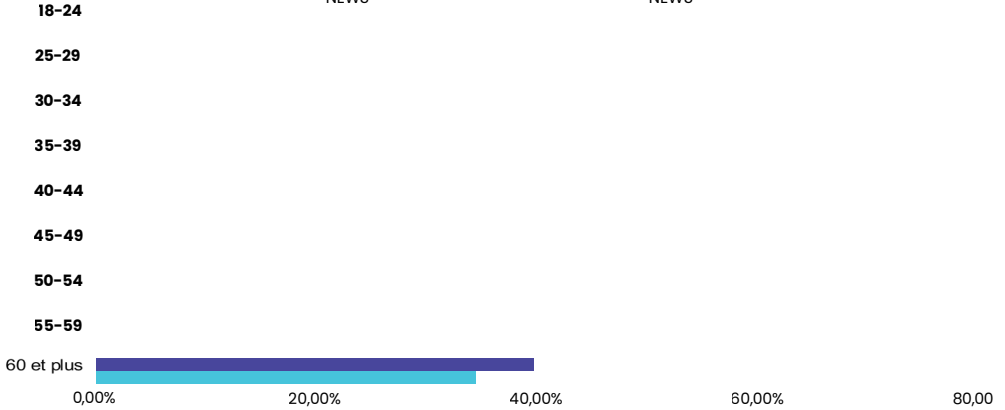
42

62

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Par âge

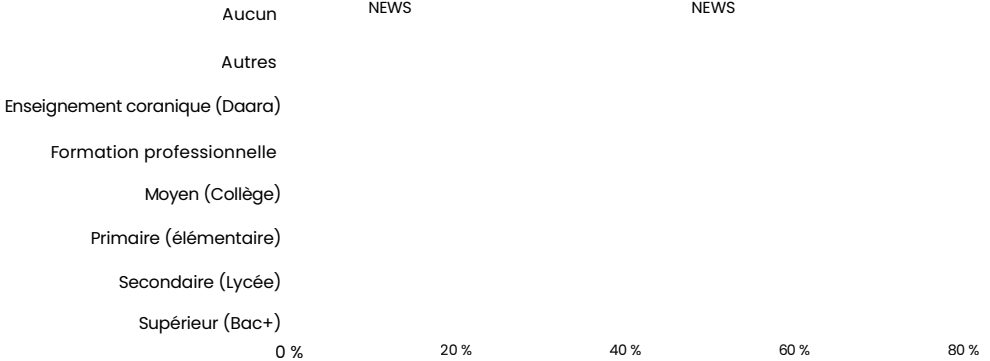
■ RÉCEPTION D'UNE FAKE NEWS ■ EXPOSITION AU FAKE NEWS



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Par niveau d'instruction

■ RÉCEPTION D'UNE FAKE NEWS ■ EXPOSITION AU FAKE NEWS



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● PÉRIODES ET ACTEURS DE LA DÉSINFORMATION

Les périodes électorales : un moment propice à la désinformation

Les campagnes électorales sont des périodes particulièrement propices à la désinformation, où les fausses nouvelles circulent à une vitesse impressionnante. Les crises, comme les catastrophes naturelles ou les pandémies, viennent exacerber ce phénomène. En revanche, des moments plus calmes, comme la rentrée scolaire, semblent moins touchés par ce flot de fausses informations. Cela nous rappelle qu'il est crucial de rester vigilants et de toujours vérifier ce que l'on lit, surtout en période de tensions sociopolitiques.

Aujourd'hui, la désinformation est omniprésente, mais d'où vient-elle vraiment ? Les citoyens se méfient de tout : aussi bien des acteurs locaux que des influences étrangères. Cette méfiance se traduit souvent par une suspicion à l'égard des autorités politiques, perçues comme responsables, voire complices, dans la propagation de fausses informations.

Cette défiance peut découler d'une histoire marquée par des manipulations politiques et un contrôle médiatique.

Les gens cherchent à comprendre les sources de cette désinformation, tout en naviguant dans un paysage d'informations de plus en plus troublant.

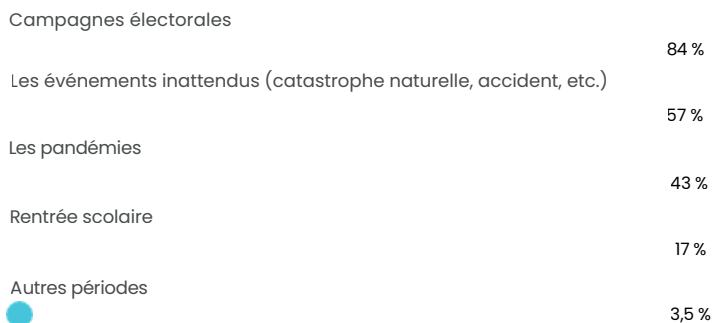
🗨️ *Détournement des citoyens du processus électoral : ils n'auront pas les bonnes informations pour être des citoyens responsables. Très éloignés du processus, ce qui fait qu'une bonne partie de la population notamment les jeunes ne seront pas des membres actifs*

ANDERSON DIEDRI - Journaliste

🗨️ *La désinformation touche particulièrement la santé, la politique et la migration, avec des conséquences graves sur ces secteurs. .*

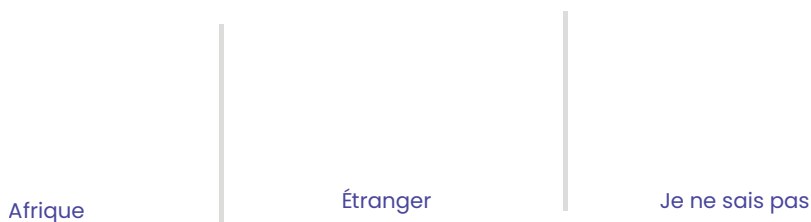
LAURA FEAL (HAHATAY)

À quelle période observez-vous plus de désinformation ?



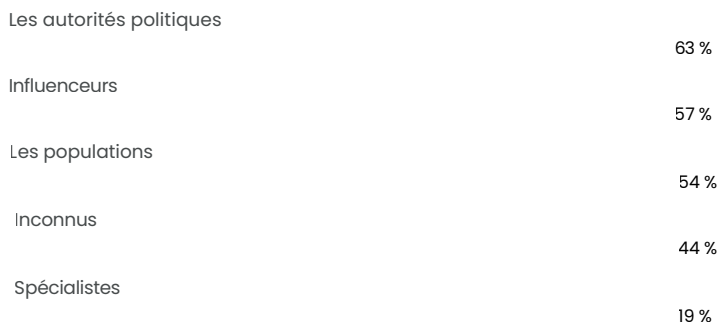
Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Selon vous d'où proviennent les campagnes de désinformation ?



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Selon-vous qui sont les auteurs de ces désinformations ?



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● PARTIE IV

Dommmages collatéraux d'un monde hyper connecté



● DES CONSÉQUENCES GRAVES SUR LA SOCIÉTÉ ET LA DÉMOCRATIE

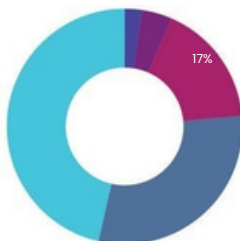
La désinformation a des conséquences profondes et variées sur la société, comme l'ont souligné plusieurs acteurs lors des consultations. Elle crée avant tout des tensions sociales et peut entraîner des affrontements entre citoyens, avec une division croissante au sein des communautés, qu'il s'agisse de familles, de quartiers, ou même de groupes ethniques. Ces tensions peuvent s'aggraver, menant à une polarisation de la société et affecter la paix sociale, particulièrement dans des contextes sensibles tels que les périodes électorales ou les crises sanitaires.

Dans des secteurs spécifiques comme la santé, la politique, et la migration, la désinformation peut avoir des répercussions graves comme cela été le cas lors du COVID quand des médicaments traditionnels ont été présentés comme plus efficaces que le vaccin. Ces informations, bien que non prouvées scientifiquement, ont été massivement partagées, induisant les populations en erreur quant aux traitements possibles. La désinformation, exacerbée par les réseaux sociaux, peut devenir un vecteur puissant d'incitation à la violence.

Sur le plan économique et individuel, la désinformation engendre des risques notamment pour les plus vulnérables. Les jeunes et les personnes âgées sont particulièrement touchés, car ces derniers étant souvent mal préparés à identifier et contrer les fausses informations.

Enfin, la désinformation sape la confiance dans les institutions publiques et les médias, affaiblissant ainsi la démocratie. Elle contribue à une augmentation de la défiance envers les autorités, qui peut encourager des comportements de justice individuelle et nuire au débat public. Ce phénomène fragilise les fondements mêmes de la société en divisant les citoyens et en réduisant l'espace de dialogue et de confiance mutuelle.

La désinformation aura t'elle un impact sur la prochaine campagne électorale au Sénégal ?



- Totalemment en désaccord
- En désaccord
- Ni d'accord, ni pas d'accord
- En accord
- Totalemment en accord

Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

● LA DÉSINFORMATION, ENNEMIE SILENCIEUSE DE LA DÉMOCRATIE ÉLECTORALE

Les périodes électorales sont des moments où la désinformation prend souvent de l'ampleur. Des acteurs malveillants profitent de ces occasions pour semer de fausses informations, dans l'espoir de manipuler l'opinion publique et d'influencer les résultats des scrutins. Ces fake news divisent les électeurs et détournent les débats des véritables enjeux.

L'enquête montre que 84 % des répondants considèrent les campagnes électorales comme les moments les plus vulnérables à la désinformation. Les rumeurs, notamment celles sur des fraudes électorales, ou encore les théories du complot, sont des exemples typiques. Ce genre de manipulation peut non seulement ternir la légitimité des élections, mais aussi déclencher des crises post-électorales et alimenter la méfiance envers les institutions.

Mais la désinformation ne se limite pas aux périodes électorales. Environ 57 % des répondants identifient les conflits civils comme des contextes particulièrement propices aux fake news, qui exacerbent les tensions communautaires et parfois déclenchent des violences.

Les crises sanitaires, comme celle du COVID-19, sont un autre terrain fertile pour la désinformation. 43 % des participants affirment que les fausses informations concernant les traitements ou les vaccins ont semé la confusion, mis des vies en danger et freiné les efforts des autorités. Ces exemples montrent bien que la désinformation prospère dans des environnements où règnent la peur et l'incertitude. Il est donc crucial de rester vigilant et de vérifier les informations, particulièrement en temps de crise ou lors de changements socio-politiques importants.



La pandémie de COVID a mis en avant les dangers de la désinformation, qui fragilise la confiance du public envers les pouvoirs publics et les médias. La désinformation peut créer des tensions, voire mettre en danger la paix sociale.

ONANINA VALDEZ - AFRICA CHECK

● FAKE NEWS : L'INERTIE

Selon notre enquête, la majorité des répondants (61%) choisissent de supprimer les fake news dès qu'ils en prennent connaissance, préférant ainsi limiter leur diffusion sans aller plus loin.

En revanche, une minorité (13 %) adopte une attitude plus proactive en signalant ces informations erronées, dans le but de sensibiliser leur entourage.

Un groupe plus restreint (7 %) opte pour une démarche civique, en dénonçant ces contenus directement aux plateformes ou aux régulateurs, espérant ainsi qu'ils prennent des mesures pour stopper la propagation des fake news. Cette approche va au-delà de la simple suppression, car elle agit en amont, en tentant de limiter la diffusion à la source. La suppression, bien qu'utile, reste une réponse passive et ne lutte pas activement contre le phénomène.

Malheureusement, 8 % des participants continuent à partager des fake news, même après avoir découvert leur fausseté. Ce comportement entretient la circulation des informations erronées, et leur crédibilité auprès d'autres utilisateurs.

L'étude révèle également un manque de connaissance généralisée des plateformes de vérification de l'information. En effet, 86 % des répondants ne connaissent pas de sites de vérification, ce qui montre un déficit important dans la capacité de la population à vérifier les informations qu'elle reçoit, la rendant ainsi plus vulnérable à la désinformation. De plus, 96 % des participants ignorent l'existence d'organisations qui luttent contre la désinformation dans leur pays, ce qui est un chiffre alarmant et souligne la nécessité de sensibiliser davantage la population aux outils et institutions dédiés.

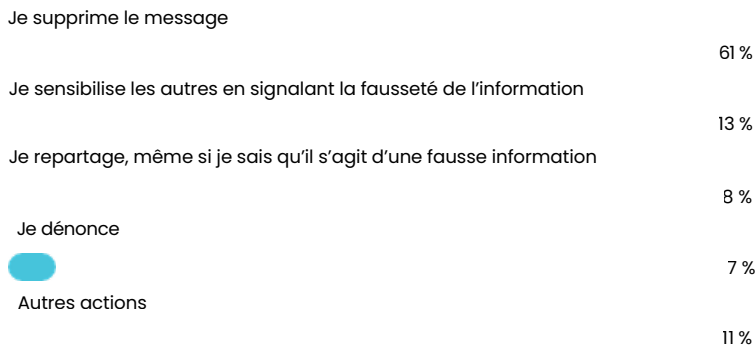
Face à ce constat, il est essentiel de renforcer l'éducation aux médias, de mettre en avant les structures de lutte contre la désinformation et d'encourager des comportements plus actifs, comme le signalement et la dénonciation, afin de mieux contrer ce fléau.



La désinformation peut conduire à des actions dangereuses, pouvant toucher l'intégrité physique des personnes.

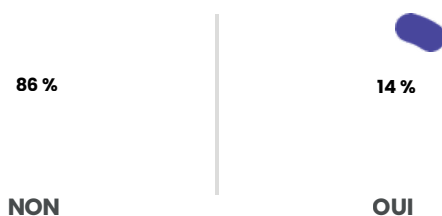
ZAKARIYA KAMAGATÉ - POLARIS ASSO

Que faites-vous lorsque vous savez que l'information reçue est une fake news ?



Source : Enquête terrain, Polaris Association, 2024

Connaissez-vous des sites de vérification d'information ?



La désinformation peut engendrer des risques importants, voire provoquer des violences massives. Les influenceurs ont un pouvoir énorme de diffusion, et une désinformation mal contrôlée peut rapidement dégénérer.

CHEIKH TIDIANE DIOUF - SOCIAL CHANGE FACTORY

● DES ACTEURS AU RÔLE INCONTESTABLE MAIS AUX EFFETS LIMITÉS

Le Sénégal fait face à un défi grandissant avec la montée de la désinformation, alimentée par l'essor du numérique et l'influence croissante des réseaux sociaux en tant que sources principales d'information. Pour contrer ce phénomène, plusieurs organisations locales et internationales se mobilisent activement pour sensibiliser, vérifier et freiner la propagation des fake news.

Prenons l'exemple de Polaris Asso, qui, avec son programme "InfauX", se consacre à l'éducation des jeunes et des femmes sur la vérification de l'information, en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), CaptainFact et Africa Check. Cette dernière, pionnière dans le domaine de la vérification des faits en Afrique, mène aussi des actions au Sénégal, en collaboration avec les plateformes numériques de META, pour limiter la circulation des informations erronées.

D'autres acteurs comme Social Change Factory et INFOELLES se concentrent également sur la sensibilisation des jeunes et des femmes aux dangers de la désinformation. Parallèlement, des institutions telles qu'Article 19 militent pour la défense des droits numériques et la mise en place d'une législation équilibrée contre la désinformation.

Du côté juridique, le Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA) et la Commission de Protection des Données Personnelles (CDP) jouent un rôle important dans l'encadrement de la lutte contre les fake news, en particulier pendant les périodes électorales.

Même si cette mobilisation est déjà bien en place, il reste encore beaucoup à accomplir, notamment en matière d'éducation numérique et de développement d'outils de fact-checking plus accessibles au grand public. Le chemin est encore long, mais les efforts en cours témoignent d'une réelle volonté de combattre la désinformation et de préserver l'intégrité de l'information au Sénégal.

● DES ACTEURS ENGAGÉS

■ **Polaris Asso**

Le projet Infaux de Polaris Asso a été porté entre septembre 2023 et avril 2024. Cette initiative, soutenue par l'Organisation Internationale de la Francophonie vise à sensibiliser les jeunes et les femmes aux dangers de la désinformation en ligne. Le programme s'est concentré sur le développement de compétences pour identifier et vérifier les informations, afin de lutter contre la propagation des fausses nouvelles.

■ **CaptainFact**

est une plateforme collaborative de fact-checking qui permet à ses utilisateurs de vérifier collectivement des informations circulant sur internet, notamment via des vidéos.

■ **Africa Check**

est une organisation indépendante spécialisée dans la vérification des faits en Afrique et au Sénégal. Elle s'efforce de séparer la réalité de la fiction en vérifiant des déclarations publiques importantes et en publiant des articles fondés sur des preuves. Son travail couvre des domaines tels que la politique, la santé, l'éducation, et l'économie. Africa Check mène des programmes de sensibilisation et de formation à la vérification des faits.

■ **La Maison des Reporters**

est une plateforme journalistique indépendante qui s'engage à promouvoir un journalisme de qualité au Sénégal, en mettant l'accent sur des enquêtes approfondies et la vérification des faits. Elle joue un rôle crucial dans la lutte contre la désinformation, en formant les journalistes à l'éthique professionnelle et à l'utilisation d'outils numériques pour garantir l'intégrité de l'information.

■ **Article 19**

est une organisation mondiale de défense de la liberté d'expression, active au Sénégal dans la lutte contre la désinformation. Ses initiatives se concentrent sur la promotion des droits numériques tout en s'assurant que les réponses législatives à la désinformation respectent les normes internationales en matière de droits de l'homme.

■ **Social Change Factory (SCF)**

est une organisation basée en Afrique de l'Ouest et Centrale qui mène des programmes pour renforcer les compétences des jeunes à travers des ateliers, des formations et des initiatives communautaires. Bien que son principal objectif soit d'accroître l'engagement des jeunes dans des projets de transformation sociale, SCF a également joué un rôle dans la lutte contre la désinformation, notamment par des programmes comme "Corona Solutions" durant la pandémie de COVID-19. Ce programme visait à diffuser des informations vérifiées et à contrer les rumeurs liées au virus

■ **INFOELLES**

une organisation sénégalaise axée sur la promotion des droits des femmes et l'accès à l'information, avec un accent particulier sur le journalisme responsable et la sensibilisation aux médias. Elle a organisé des ateliers pour sensibiliser les professionnels des médias à l'importance de vérifier les informations et d'éviter la diffusion de fausses nouvelles.

■ **Jonction**

est une organisation sénégalaise qui œuvre pour la protection et la promotion des droits de l'homme, avec un focus particulier sur les droits numériques, la cybersécurité, et la vie privée. Jonction a notamment organisé des ateliers pour sensibiliser les journalistes et les acteurs des médias aux enjeux de la gouvernance de la cybersécurité au Sénégal.

■ **La Ligue Sénégalaise des Droits de l'Homme (LSDH)**

est une organisation de défense des droits humains active au Sénégal. Son rôle dans la lutte contre la désinformation s'inscrit dans un engagement plus large en faveur de la protection des droits civiques et de la liberté d'expression. Elle mène des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer contre les violations des droits de l'homme, y compris l'usage de la désinformation à des fins de manipulation politique ou sociale.

■ **Amnesty International**

est une organisation mondiale de défense des droits humains qui lutte contre les abus comme la torture et les violations de la liberté d'expression. Dans la lutte contre la désinformation, elle sensibilise le public aux dangers des fake news, en particulier dans les contextes des élections ou les crises humanitaires.

■ **Reporter Sans Frontières (RSF)**

est une organisation internationale qui défend la liberté de la presse et la protection des journalistes à travers le monde. Dans le cadre de la lutte contre la désinformation, RSF a lancé l'initiative Journalism Trust Initiative (JTI). Ce programme vise à encourager les médias à adopter des pratiques journalistiques transparentes et vérifiées, en les incitant à respecter des standards professionnels rigoureux. Le JTI permet aux médias de se voir attribuer un label qui certifie leur crédibilité et fiabilité, ce qui est crucial dans la lutte contre la désinformation.

■ **Le National Democratic Institute (NDI)**

est une organisation non gouvernementale américaine, fondée en 1983, qui œuvre pour la promotion de la démocratie dans le monde. En ce qui concerne la lutte contre la désinformation, l'organisation a mis en place plusieurs programmes visant à sensibiliser le public, en particulier durant les périodes électorales. Parmi ces initiatives, le NDI a également soutenu des campagnes d'éducation numérique pour aider les citoyens à distinguer les informations fiables des fausses nouvelles, notamment entre 2021 et 2023.

■ **Le CESTI (Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information)**

est un centre de formation en journalisme basé à Dakar, reconnu pour son rôle clé dans la formation des journalistes en Afrique. Il forme des journalistes aux techniques de communication, à la vérification des faits, et à un journalisme éthique, notamment face aux défis de la désinformation. En tant qu'institution affiliée à l'Université Cheikh Anta Diop, le CESTI contribue à la professionnalisation des médias au Sénégal et dans la région.

■ **EJICOM (École de Journalisme et de Communication)**

est une institution privée basée à Dakar, au Sénégal. Elle propose des formations spécialisées dans le journalisme, la communication, le marketing et la gestion des médias. Elle forme les étudiants aux pratiques de fact-checking et à la production de contenu responsable, contribuant ainsi à renforcer les capacités des médias au Sénégal.

■ **Division de la cybercriminalité**

est une unité spécialisée au sein de la gendarmerie nationale, créée pour lutter contre les infractions commises via les technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette division, souvent associée à la Brigade de Recherches, a pour mission principale de combattre des crimes tels que les fraudes en ligne, le piratage, le vol de données, et la diffusion de fausses informations (désinformation) sur Internet. Elle s'appuie sur des enquêtes numériques poussées, des analyses techniques, et travaille en étroite collaboration avec d'autres agences de régulation et les autorités judiciaires pour réprimer les actes cybercriminels.

■ **Commission de Protection des Données Personnelles (CDP)**

du Sénégal a été créée en 2008. Elle est chargée de veiller à la protection des données personnelles des citoyens sénégalais et d'assurer la conformité des traitements de données aux lois en vigueur. En lien avec la lutte contre la désinformation, la CDP joue un rôle crucial en régulant l'utilisation des données en ligne, notamment sur les réseaux sociaux, pour prévenir la diffusion de fausses informations qui exploitent les données personnelles et numériques

■ **Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA)**

est l'autorité indépendante sénégalaise créée pour réguler le secteur de l'audiovisuel. Son rôle principal est d'assurer que les médias audiovisuels respectent les lois, l'éthique, et les normes professionnelles, notamment en période électorale et lors de débats publics sensibles. Le CNRA agit pour garantir un traitement équitable des informations et veille à la protection du public contre la désinformation. Cette institution joue un rôle essentiel dans la régulation des contenus diffusés à la télévision et à la radio afin de limiter la propagation de fausses nouvelles et promouvoir un environnement médiatique transparent et responsable. Il est peu influent dans la régulation des plateformes numériques.

● PARTIE V

Riposte à la désinformation



RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATION 1

Réformer l'éducation au civisme et à la citoyenneté

Cibles : Décideurs

Avec la rapidité à laquelle les fausses informations se propagent sur les réseaux sociaux, il devient essentiel de donner aux jeunes les outils nécessaires pour se défendre contre la désinformation. Dès le plus jeune âge, il faut leur apprendre à développer un esprit critique : savoir analyser les sources, vérifier les faits et naviguer avec discernement dans le monde numérique. L'intégration de l'éducation aux médias et à la citoyenneté numérique dans le programme scolaire, de l'école primaire au lycée, est indispensable pour bâtir une société plus informée et moins vulnérable à la manipulation. Ce projet, soutenu par de nombreux spécialistes, implique aussi de former les enseignants afin qu'ils puissent transmettre ces compétences clés aux futures générations.

- Ajouter l'éducation aux médias et à la citoyenneté numérique dans le programme d'éducation civique, de l'école primaire au lycée.
- Créer des modules d'éducation aux médias et à la citoyenneté numérique pour les élèves à tous les niveaux scolaires, en mettant l'accent sur l'analyse critique des sources, la vérification des faits, l'éducation aux réseaux sociaux et à leurs algorithmes, ainsi que l'éthique de l'information.
- Former les enseignants en charge de l'éducation civique à l'intégration de la citoyenneté numérique.
- Suivre et évaluer régulièrement l'impact du programme éducatif.

Selon les résultats de l'enquête, un tiers des répondants jugent que l'éducation et la sensibilisation sont essentielles pour lutter efficacement contre la désinformation.

JOE MARONE - JOURNALISTE ET FORMATEUR

Souligne l'importance de la formation numérique pour "contrer la manipulation de l'opinion".

MARC ABOFLAN - REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF)

affirme que la formation des jeunes est essentielle, car ils sont les plus exposés aux fausses informations via les réseaux sociaux.

RECOMMANDATION 2

Promouvoir des campagnes de sensibilisation grand public

Cibles : Décideurs et OSC

Combattre la désinformation demande plus qu'une simple prise de position : c'est une responsabilité collective où chaque individu a un rôle essentiel. Les fake news se propagent aussi vite qu'un clic, et c'est souvent la main du citoyen qui en est l'acteur principal. Pour limiter leur impact, il devient crucial de sensibiliser massivement, en particulier les usagers des réseaux sociaux, à l'importance de réfléchir avant de partager. À travers des campagnes bien ciblées, nous pouvons éveiller cette vigilance et offrir des méthodes accessibles pour repérer et déjouer les informations trompeuses. Au-delà de l'éducation individuelle, il est urgent de renforcer des solutions collaboratives comme des plateformes de fact-checking participatif, où la communauté se mobilise activement afin de démystifier le faux. Seule une mobilisation commune, ancrée dans l'esprit critique et la responsabilité partagée, peut vraiment freiner le flot de la désinformation.

La responsabilité individuelle joue un rôle central dans la lutte contre la désinformation. Il est crucial de sensibiliser les citoyens sur le rôle qu'ils peuvent jouer pour éviter la propagation des fake news.

- Promouvoir des campagnes de sensibilisation pour responsabiliser les utilisateurs de réseaux sociaux, en expliquant que chacun a un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation. Rappeler régulièrement aux jeunes des méthodes simples et accessibles avant de partager une information. (Cf page 10 " Les 10 conseils pour se protéger des fake news")
- Encourager le développement de plateforme de fact checking citoyen facile d'accès et d'utilisation.

L'avis des répondants : 17,52 % des répondants considèrent la vigilance individuelle comme essentielle dans la lutte contre la désinformation.



ALICE DJIBA - DIRECTRICE D'INFOELLES,

Appelle à la responsabilité citoyenne :
"Les citoyens doivent apprendre à vérifier avant de partager des informations".

RECOMMANDATION 2

Faciliter l'accès à l'information de qualité pour tous

Cibles : Tous

L'accès à une information fiable et de qualité est une condition essentielle pour contrer efficacement la désinformation. Cependant, au Sénégal, l'accès limité aux données publiques et l'absence de cadres législatifs adaptés entravent cette démarche. Permettre à tous d'accéder aux données publiques disponibles et de lancer des recherches nationales régulières sur l'usage du cyberspace est une priorité. En parallèle, l'adoption de lois cruciales, telles que la loi sur l'accès à l'information et celle sur la protection des données personnelles, doit être accélérée. Ces initiatives, accompagnées d'un contrôle citoyen pour évaluer les stratégies nationales pourraient restaurer la transparence et la confiance.

- Permettre à tous d'accéder aux données publiques en ligne lorsqu'elles existent et initier des recherches, enquêtes nationales régulières sur l'usage que font les sénégalais du cyberspace.
- Faire voter la loi sur l'accès à l'information en projet depuis 2020.
- Faire voter la nouvelle loi de protection des données personnelles.
- Introduire un contrôle citoyen pour évaluer les stratégies nationales impulsées par l'Etat.



Le risque premier pour le Sénégal est d'assister à une fracture sociale, à briser la cohésion sociale, à mettre en péril la stabilité que nous avons mis des années à construire. Un autre risque et pas des moindres est le risque économique.

JALY BADIANE - Project Manager



La tension sociale est à surveiller car cela peut conduire à des extrêmes comme une guerre civile.

MARGUERITE ROSALIE ANNA ELISABETH NDIAYE - Journaliste

RECOMMANDATION 4

Réguler l'espace numérique tout en préservant la liberté d'expression

Cible : Décideurs politiques & journalistes

Dans un contexte où les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans la diffusion de l'information, il est impératif de réguler ces espaces numériques tout en respectant les libertés fondamentales. L'instauration d'une haute autorité indépendante de régulation des réseaux sociaux, incluant la société civile et les jeunes, pourrait offrir une gouvernance équilibrée et participative. Cette régulation doit s'aligner sur les normes internationales des droits humains, notamment en matière de transparence et de respect de la liberté d'expression. Une telle approche permettrait de lutter contre la désinformation tout en garantissant un cadre juridique juste et adapté.

- Créer une haute autorité de régulation des réseaux sociaux, indépendante et autonome.
- Intégrer les membres de la société civile et les représentants de la jeunesse dans les instances de régulation.
- Respecter les normes internationales des droits humains, y compris celles de la transparence, lorsqu'il s'agit de réglementer ou influencer l'expression sur des plateformes de médias en ligne.
- Renforcer les capacités techniques et financières des acteurs des médias pour les aider à produire des informations de qualité en ligne.
- Faciliter l'accès des journalistes et organisations à des données publiques pour des analyses fiables.
- Former et sensibiliser les journalistes aux enjeux éthiques de la désinformation pour qu'ils puissent fournir une information vérifiée et crédible.
- Promouvoir les initiatives tel que le JTI "Journaliste Trust Initiatives" pour promouvoir des critères de qualité, de transparence et d'indépendance journalistique pour rétablir la confiance des lecteurs des médias traditionnels.

LISTE DES CONSULTATIONS

30 consultations

- 30/11/2023 – Joe MARONE, Radio Futurs Médias (RFM)
- 30/11/2023 – Marc ABOFLAN, Reporters sans Frontières (RSF)
- 22/12/2023 – Laura FEAL, Hahatay
- 16/01/2024 – Alice DJIBA, Infoelles
- 17/01/2024 – Valdez ONANINA, Africa Check
- 17/01/2024 – Astou DIOUF, Jonction Sénégal
- 22/01/2024 – Coumba SYLLA, Africa Check
- 23/01/2024 – Dieynaba THIOMBANE, Africa Check
- 26/01/2024 – Samba Dialimpa BADJI, Université d'OSLOMET
- 02/02/2024 – René Edouard MENDIS, Social Change Factory
- 06/02/2024 – Cheikh Tidiane DIOUF, Social Change Factory
- 06/02/2024 – Kamagaté ZAKARIYA, Polaris Asso, Côte d'Ivoire
- 07/02/2024 – Codou LOUM, Réseau International des femmes
- 07/02/2024 – Sidibé SALIFOU, Polaris Asso, Côte d'Ivoire
- 14/02/2024 – Mateuw MBAYE, Article 19
- 15/02/2024 – Flora IREL, Comcit ONG, Côte d'Ivoire
- 16/02/2024 – Diedri Manfei ANDERSON, Eburny Today, CI
- 16/02/2024 – Jef AMANN, TechCamp, Côte d'Ivoire
- 20/02/2024 – Abdoulaye NDIAYE, Article 19
- 20/02/2024 – Moussa NGOM, La maison des reporters
- 21/02/2024 – Jaly BADIANE, journaliste
- 22/02/2024 – Abdoulaye DIALLO, Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)
- 26/02/2024 – Marguerite Rosalie NDIAYE, Association des femmes de média du Sénégal
- 26/02/2024 – Medza NDOYE, CCRAC
- 26/02/2024 – Charlotte EZEBADA, Women and Power Association, Bénin
- 27/02/2024 – Ousmane Aly DIALLO, AMNESTY
- 27/02/2024 – Jérôme PIGNÉ, Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel, Bénin
- 27/02/2024 – Pancras ZOUNTECHBE, Journaliste, Bénin
- 27/02/2024 – Mamadou THIOR, Conseil pour l'Observation des Règles d'Éthique et de Déontologie des Médias (CORED)
- 13/03/2024 – Léonce GAMAI, Banouto, Bénin

Organisations sensibilisées

- Radio Futurs Médias
- Reporters sans Frontières (RSF)
- Africa Check
- Social Change Factory
- Jonction Sénégal
- Réseau International des femmes Sénégal
- Article 19
- Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)
- La maison des reporters
- CCRAC
- Association des femmes de média du Sénégal
- AMNESTY
- Kalista Production
- Conseil pour l'Observation des Règles d'Éthique et de Déontologie des Médias (CORED)
- Mairie de Yoff
- Sonatel

RESTONS CONNECTÉS !



@polarisasso

